

UNE BONNE OCCASION DE SE TAIRE ?

par **Alain BESANÇON**,
Membre de l'Institut

Article publié dans *Le Figaro*, 2 mars 2004

Il y a peu, le président Chirac tañait la Pologne et d'autres pays candidats à l'Europe pour avoir pris des positions proaméricaines qui lui semblaient peu conformes à l'esprit européen. « Une bonne occasion de se taire » a-t-il déclaré aux Polonais. Il vient de réitérer à Budapest ses admonestations, mais cette fois à l'Union européenne pour avoir pris des positions peu conformes aux intérêts de la Russie. « Il faut donner à la Russie le sentiment qu'elle a intérêt à avoir une réelle fraternité avec l'Union. Cela suppose un peu plus de respect ». Et de citer, entre autres, le problème des minorités russophones dans les pays baltes, « auxquels les Européens n'ont pas été suffisamment ouverts ».

Mettons nous un instant dans l'état d'esprit de ces pays.

La Russie, la Pologne sait dans ses os ce que c'est. Pendant la durée du pacte germano-soviétique, plus d'un million de Polonais ont été déportés en Sibérie. A Katyn, 15000 officiers, l'élite du pays, ont été froidement exécutés d'une balle dans la nuque. L'Armée rouge est restée l'arme au pied sur la rive de la Vistule, pendant que les Nazis détruisaient méthodiquement Varsovie. Ensuite la Russie soviétique a imposé au pays un régime d'oppression qui a duré un peu plus de quarante ans.

Les pays baltes ? Prenons le cas de la Lettonie. En 1939, la Russie soviétique a déporté environ 35000 personnes, sur une population d'environ un million. Peu sont revenus. Dans les années qui ont suivi la reconquête de 1944, c'est encore 200.000 personnes qui ont du prendre le chemin de la déportation. L'énorme vide a été comblé par une colonisation russe systématique. L'Estonie, la Lituanie ont connu à peu près les mêmes attentions. Rappelons que la position officielle de la Russie est de *nier* que les pays baltes aient été occupés par l'URSS. Elle prétend en effet que les plébiscites organisés par Staline et le KGB, qui ont donné plus de 99% pour le rattachement de ces républiques à l'URSS, gardent toute leur validité.

On eût souhaité que le président Chirac comprenne que le sentiment dominant de ces pays vis-à-vis de la Russie n'est pas le *respect*, mais la *peur*. La Pologne suit avec crainte les tentatives sourdes mais obstinées de la Russie pour remettre la main sur la Biélorussie et sur l'Ukraine, ses voisins immédiats. Les pays baltes savent qu'à tout moment la Russie peut agiter des sentiments irrédentistes dans les minorités qui comptent jusqu'à 40 % de la population. On parle le russe à Riga plus que le letton. Si on parlait arabe plus que français à Paris, le Président Chirac n'aurait-il pas des soucis d'intégration encore plus vifs que ceux qui le préoccupent aujourd'hui ? Ne peut-il avoir quelque compréhension pour les efforts des Baltes pour essayer d'apprendre la langue nationale aux énormes minorités russes qui ne montrent à cet égard aucun zèle ?

Le Président Chirac s'afflige des sentiments proaméricains de l'Europe de l'Est. Mais c'est, qu'à tort ou à raison, ils comptent sur les Etats-Unis pour les défendre le cas échéant. Ils ne comptent pas sur la France. Peut-on leur en faire grief, quand la plus haute autorité de ce pays prend fait et cause pour la Russie, le pays qui leur inspire le plus d'appréhension ? Je suppose qu'ils espéraient du président de la République française des propos plus réellement en accord avec les sentiments européens qu'il affirme être les siens. .

L'envoyée spéciale du *Monde* à Budapest, Mme Claire Tréan, rapporte que dans l'entourage du président, on dit « qu'il défend une vision stratégique ». C'est à mon tour d'avoir peur. Le tropisme prorusse (après avoir été prosoviétique) de notre politique étrangère est-il à ce point indéracinable ? On devrait pourtant avoir appris que la Russie a une politique américaine et une politique allemande. Elle n'a pas, ou ne se donne pas la peine d'avoir, une politique française, sinon qu'elle considère la France comme un pion manipulable très aisément pour atteindre les buts qu'elle s'assigne à l'égard des Etats-Unis et à l'égard de l'Allemagne. Et aujourd'hui de l'Union Européenne. Les gentilles manières que lui prodiguent les Français sont certes bonnes à prendre. Mais elles ne suscitent au Kremlin aucune reconnaissance. Seulement l'idée que la vanité française, et son ignorance volontaire de la véritable nature du gouvernement Poutine, sont vraiment faciles à exploiter. Hélas, cela ne nous vaut pas un surcroît de prestige, mais de condescendance, parfois de mépris.